

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 23/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **HIRSCH**

3 rue du Torpilleur Sirocco  
63300 Thiers

Références : 20230623-RAP-63-0851-Hirsch Thiers\_VuSL.odt  
Code AIOT : 0005600398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2023 dans l'établissement HIRSCH implanté 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la non conformité concernant les moyens de lutte contre l'incendie (absence de RIA).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HIRSCH
- 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers
- Code AIOT : 0005600398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HIRSCH est autorisée à exploiter un site de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux provenant des entreprises locales, artisans et particuliers du secteur.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les moyens de lutte et défense incendie

Suite à l'arrêté préfectoral n°20221685 du 16 novembre 2022 une amende administrative d'un montant de 3 000 euros a été prononcée à l'encontre de la société Hirsch pour le non-respect des termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n° 20220455, en date du 06 avril 2022 (non respect des prescriptions sur les moyens de lutte et défense incendie).

- **les suites de l'inspection du 23 janvier 2023**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	stockage des moteurs	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.2,2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	stock de déchets	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2	/	Sans objet
2	stock des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6	/	Sans objet
5	suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 04/03/08	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**L'exploitant a commencé les actions correctives pour se mettre en conformité sur les deux volets suivants :**

- sécurité incendie avec la mise en place de RIA,
- supprimer les écoulements et souillures d'huiles du cassier de stockages des moteurs usagés.

Il devra transmettre aux services de l'inspection le calendrier de mise en œuvre des actions et le justificatif de mise en place des RIA.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : stock de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, quantité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2718 régime Autorisation Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne : 25 tonnes maximum
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le stock de batteries est estimé à 13,5 Tonnes (15 caisses-palettes plastique de 900Kg environ chacune). Ce stock est inférieur au seuil autorisé de 25 Tonnes.  Selon l'exploitant, l'écart de stock (voir l'inspection de 23 janvier 2023) concernant les entrées et sorties de batteries serait dû à des batteries provenant du site Hirsch division – Ginoux basé à Clermont-Ferrand (site autorisé pour la rubrique 2718, pour 25T). Les batteries collectées sur le site de Clermont-Ferrand, n'étaient pas enregistrées sur le registre des entrées de déchets du site de Thiers. A l'avenir, l'exploitant devra veiller à agréger les données.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : stock des batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Opérations de tri et conditionnement des déchets Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de . Les piles ou batteries usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses).  Objet du contrôle : - vérification d'un entreposage séparé des piles et batteries au lithium des autres piles et de la fermeture des conteneurs.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place l'action corrective concernant l'aire de stockage et de regroupement des batteries au plomb, située à l'abri dans le bâtiment. L'aire de regroupement est désormais distincte de celle des autres déchets, et respecte une distance d'éloignement d'au moins 2 mètres (3 mètres mesurés) par rapport aux aires de stockage. Une signalétique adaptée (déchets dangereux) a été apposé sur les barrières positionnées en périphérie de l'aire
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, absence de dispositifs RIA et détection automatique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> respect de la MED du 06/04/2022
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance le devis daté du 15 mai 2023, élaboré par Sécuripro concernant la mise en place de 2 unités mobiles de RIA. La notice technique du dispositif Unité mobile de Première intervention a également été communiquée.  L'exploitant s'est engagé en séance à transmettre la commande validée, avant le 23 juin 2023. Le calendrier de mise en place devra également être communiqué aux services de l'inspection.  Le bon de commande à destination de Sécuripro a été transmis par mail daté du 23 juin 2023.  <b>L'exploitant devra communiquer sous 1 mois le calendrier de livraison des unités mobiles de RIA.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 4 : stockage des moteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.2,2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> écoulements résidus d'huile
<p><b>Constats :</b> Une case de stockage des moteurs dépollués laisse échapper des résidus d'huiles de vidange sur le sol (bétonné). Le muret est abîmé par les opérations de chargements/déchargements, et laisse écouler de l'huile lors du transfert camion-casier.</p> <p>L'exploitant a transmis un devis de maçonnerie, par mail daté du 23 juin 2023. <b>L'exploitant devra communiquer le devis accepté sous deux mois et le calendrier de travaux de reprise du muret.</b></p> <p>Le point de vigilance concerne aussi les évacuations des déchets de démolition du muret, qui sont assimilés à des déchets dangereux, gravats souillés par des coulures d'huiles ou hydrocarbures.</p> <p>Ceux-ci devront être évacués vers les filières autorisées et les justificatifs correspondants tenus à disposition de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : suivi des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 04/03/08
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suivi des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Référence réglementaire : Article 4.3.8 – AP 23/10/2006 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées Une mesure des concentrations des différents polluants, dont les frais sont à la charge de l'exploitant, sera effectuée tous les 3 mois la première année puis annuellement. Ce contrôle sera réalisé par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement et communiqué à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Les dernières analyses réalisées le 7 février 2023 ont été transmises aux services de l'inspection. Les résultats sont conformes et inférieurs aux seuils réglementaires de l'arrêté. En revanche, deux paramètres, à savoir MES et plomb, n'ont pas été mesurés. A l'avenir, il conviendra de respecter l'article 4.3.8, qui liste les paramètres à contrôler.</p> <p>pH (NFT 90-008) compris entre 5,5 et 8,5 température (NFT 90-100) &lt; 30 °C Hydrocarbures totaux (NFT 90-114) &lt; 10 mg/l Plomb &lt; 0,5 mg/l Matières en Suspension Totales : 100 mg/l DBO5 (sur effluent non décanté) : 100 mg/l DCO (sur effluent non décanté) : 300 mg/l</p>

Pour information, les analyses de 2021 n'avaient pas relevées d'écarts sur les valeurs MES et plomb.
<b>Observation : L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 4.3.8, qui liste l'ensemble des paramètres à contrôler.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet